

Burundi : Des états généraux sur les défis du secteur de l'éducation nationale

PANA, 04 décembre 2014 Burundi : des États généraux pour réfléchir sur les performances et la compétitivité du système éducatif Bujumbura, Burundi - Les différents intervenants dans le domaine de l'éducation au Burundi ont entamé, depuis mardi, une semaine des "États généraux" centrés sur une "réflexion approfondie", en vue d'envisager des solutions durables susceptibles d'améliorer les performances et la compétitivité d'un secteur qui fait face à de nombreuses difficultés aussi bien structurelles que conjoncturelles, apprend-on de source proche du ministère de l'Éducation à Bujumbura.

Le document de référence et de travail pour les quelque 200 participants, entre autres défis du secteur de l'éducation nationale, la massification des effectifs et la gestion des flux, la réallocation de l'équité entre les filles et les garçons, le Genre, l'éducation inclusive, la disponibilité des infrastructures scolaires et académiques. Au niveau de la qualité, les défis riment avec la mise à jour des programmes de formation à tous les paliers d'enseignement, l'adaptation de la formation-emploi, la professionnalisation des formations, la formation initiale et continue des formateurs, la motivation des personnels enseignants, les matériels didactiques et pédagogiques, les équipements de laboratoires et de bibliothèques, l'intégration des Technologies de l'information et de la communication (Tic) dans le système éducatif burundais, les conditions d'apprentissage et d'enseignement ou encore les méthodes d'évaluation. Au niveau du pilotage, les principaux défis sont relatifs au suivi et à l'encadrement, à la planification, au financement du secteur de l'éducation, aux budgets qui sont alloués à la recherche et l'innovation, à la gouvernance du secteur éducatif, à la gestion des ressources humaines, l'intégration régionale et le renforcement du partenariat. Les résultats attendus du premier sommet sur l'éducation nationale sont, entre autres, des propositions stratégiques pour mieux asseoir la réforme en cours dans l'enseignement fondamental et post-fondamental. Les États généraux doivent encore accoucher des stratégies pour mieux asseoir la réforme du système actuel de licence (quatre ans) vers le système qui enchaîne le baccalauréat, le master et le doctorat à l'enseignement supérieur. Des propositions en vue de la mise en œuvre de la professionnalisation de l'enseignement, sont également attendues des assises.